

**33^e CONGRÈS FÉDÉRAL
DU 1^{er} AU 4 JUIN 2021**

LA PAROLE EST AUX ACTES



fneeq 
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

Les discours d'ouverture du 33^e Congrès

La présidente de la FNEEQ, Caroline Quesnel, a ouvert le Congrès aujourd'hui devant plus de 300 délégué-es réunis en virtuel en faisant un rappel du contexte politique qui a marqué le dernier mandat qui s'est déroulé sous le signe de la « solidarité et la cohérence ». L'élection de la CAQ, en 2018, n'a pas été une bonne nouvelle. La présidente a déploré l'absence complète de projets collectifs de ce gouvernement de même que l'absence de proposition pour l'enseignement supérieur. Des critiques ont été réservées au premier ministre Legault pour son « entichement immodéré » pour l'outil technologique et son absence de gêne pour utiliser ses « sermons de 13h » pour tenter de discréditer les syndicats.

Sur le plan international, la pandémie a permis de remettre l'éducation au cœur des préoccupations, notamment par l'importance de la science et de la fréquentation scolaire. Les problèmes sont toutefois majeurs dans certains pays comme Haïti, le Nigéria ou le Niger où l'éducation est carrément en danger. Des multinationales reluquent par ailleurs de plus en plus de « lucratifs contrats de services éducatifs ».

Caroline Quesnel a réitéré son opposition à la « privatisation, la commercialisation et la marchandisation » de l'éducation.

Dans les six derniers mois, la pandémie a soulevé plusieurs défis importants. Le regroupement cégep de la FNEEQ souhaite notamment valoriser l'enseignement en présence. Le regroupement privé a souligné les impacts du déconfinement variable qui a demandé un réajustement constant de l'enseignement, notamment dans la zone rouge foncé de Québec où les écoles ont été fermées pendant plus d'un mois. Le plan de match pour la rentrée 2021 n'est d'ailleurs pas encore clair malgré l'annonce de la ministre hier. Pour le regroupement université, la présidente a notamment souligné l'important problème lié au fait que 50 % des enseignantes qui font de la recherche ou de la création n'ont pas la possibilité de faire des demandes de subvention en raison de diverses embuches. La « tergiversation » sur le mode d'enseignement à l'automne préoccupe aussi beaucoup la présidente.

« La parole est aux actes est un cri de ralliement et une incitation à se retrousser les manches. Prenons les devants, agissons », a conclu Caroline Quesnel.

Les adieux « politiques » de Jacques Létourneau

Le président sortant de la CSN, Jacques Létourneau, a livré un discours personnel qui se voulait en partie une sorte d'héritage politique. « C'est important et nécessaire de résister au corporatisme syndical et l'antidote, c'est le syndicalisme de centrale », a affirmé Jacques Létourneau en ouverture du 33^e Congrès de la FNEEQ qui sera son dernier comme représentant de la CSN. Le président a souligné l'importance des luttes plus politiques, comme celle contre l'austérité. « Ça fait des années qu'on a mis en garde contre l'austérité et aujourd'hui on en paye le prix », a analysé Jacques Létourneau, qui

ajoute que la société a « besoin d'un système d'éducation fort ». Il a d'ailleurs rappelé dès le début de son discours l'importance dans son cheminement de militant de l'apport des professeur-es du Cégep de Thetford Mines. Questionné sur le processus actuel d'élection à la CSN en conseil confédéral, il a défendu les règles démocratiques contenues dans les statuts et règlements qui donnaient deux options au bureau confédéral. « Mon message en est un d'engagement dans la société », a conclu Jacques Létourneau qui se présentera aux élections municipales de Longueuil.

Accueil virtuel du Saguenay-Lac-Saint-Jean

La présidente du Conseil central du Saguenay Lac-Saint-Jean, Manon Tremblay, a salué les neuf syndicats de la FNEEQ de sa région. Elle a fait un rappel d'importants enjeux régionaux comme la nécessité d'un plan de relance du secteur forestier, la négociation coordonnée en alimentation, la lutte contre le projet

GNL et la négociation du secteur public où le gouvernement fait la « sourde oreille » aux revendications qui sont pourtant « nécessaires pour maintenir les services ». Elle a également souligné la montée de la détresse psychologique liée au mode d'enseignement en virtuel.



Inquiétudes soulevées lors du bilan

Le bilan du dernier mandat, présenté en résumé sous forme de podcast pendant le Congrès, a été « marqué par la COVID-19 ».

Sur le plan politique, on a rappelé le peu de sensibilité du gouvernement de la CAQ envers l'enseignement supérieur et l'absence de front commun dans les négociations actuelles qui ont stagné pendant plusieurs mois avant l'exercice récent et toujours en cours de journées de grève. Un point majeur du bilan, qui a soulevé plusieurs questions et commentaires par la suite, a été la difficulté pour la FNEEQ de faire entendre sa voix de façon efficace dans les différentes consultations du gouvernement. Même l'arrivée d'une nouvelle ministre de l'Enseignement supérieur qui « manque de conviction et de substance » n'a pas amélioré les choses à cet égard. Les mémoires sont exigés rapidement et les représentants patronaux ont un accès plus facile aux décideurs. Or, ce sera particulièrement important de faire entendre les réserves de la FNEEQ, notamment sur les questions de l'investissement prévu dans le Campus numérique (eCampus) ou le respect de la liberté académique.

Plusieurs questions ont suivi ce rapport des activités du dernier mandat. Les délégué-es se sont notamment prononcés sur l'importance d'avoir une stratégie pour que la voix des professeur-es ne soit plus écartée, pour saluer la proposition d'ajouter des personnes conseillères, pour soulever les nombreuses difficultés de l'enseignement « non présentiel » amené en catastrophe et que des employeurs veulent pérenniser.

La présidente a finalement évoqué la nécessité d'une « coalition large » pour défendre l'éducation dans son ensemble.

Le bilan a par ailleurs rappelé la participation massive à la manifestation pour la planète le 27 septembre 2019. Il faudra une relance juste pour la planète et pour les travailleuses et les travailleurs.

Hommage à Caroline Senneville

Un hommage à l'ancienne présidente Caroline Senneville qui a quitté la FNEEQ pour la CSN après 16 ans d'engagement.



« Rappel brutal » sur la réalité autochtone

Au moment où la découverte de 215 dépouilles d'enfants près d'un ancien pensionnat autochtone secoue l'opinion publique canadienne, le Congrès de la FNEEQ a présenté une très intéressante discussion sur les réalités autochtones avec Ghislain Picard, chef de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador et Marlène Paul, présidente du Syndicat des travailleuses et travailleurs de Mashteuiatsh—CSN.

« Ce rappel brutal (de la découverte des dépouilles) crée une vague de mobilisation à l'intérieur de nos communautés au pays », a commenté Ghislain Picard, qui ajoute que la conclusion de l'enquête du coroner sur le décès de Joyce Echaquan montre une « réalité extrêmement sombre » qui persiste pour les autochtones.

Malgré tout, M. Picard estime qu'il existe une « opportunité » de « resserrer les rangs entre nos peuples par une plus grande éducation ». Il existe en effet selon lui un « fossé profond » entre les perceptions de plusieurs et la réalité autochtone. Il estime que les instituts d'enseignement peuvent jouer un rôle pour le combler. Le chef Picard demeure calme même si les progrès sont très lents après la Commission Viens, la Commission de vérité et réconciliation du Canada et des décennies de négociation. Il critique d'ailleurs les deux gouvernements en rappelant notamment les excuses du premier ministre Legault après le rapport Viens, alors qu'au même moment le Procureur général du Québec soutenait, en Cour fédérale, que les conseils de bande n'avaient pas la capacité d'être des gouvernements autonomes.

La présidente Marlène Paul a, de son côté, livré un témoignage émouvant et éclairant sur la réalité de la COVID-19 dans sa communauté. Les difficultés furent nombreuses en raison des classes de niveaux multiples qui rendaient les fameuses bulles sanitaires impraticables, d'autant que les classes de l'école sont petites et que les familles sont nombreuses. « Les enfants avaient peur de contaminer leurs grands-parents qui habitent avec eux », a illustré Marlène Paul, qui a rappelé que, encore aujourd'hui, des communautés autochtones ont des difficultés d'avoir accès à l'électricité sur une base stable, à de l'eau potable, à des logements suffisants et à l'Internet haute vitesse. Ce dernier point a d'ailleurs été un frein à l'enseignement à distance qui a été rendu nécessaire pendant deux semaines pour éviter la propagation du virus dans l'école et la communauté.

Le chef Picard a aussi parlé de son plan d'action en 140 recommandations pour mettre fin au racisme systémique envers les autochtones dans le système de santé, de justice, de police, d'éducation, des ONG, dans la société civile, etc. Il ne comprend d'ailleurs pas pourquoi le terme de racisme systémique est si « polarisant » au Québec, alors qu'il est accepté à plusieurs autres endroits. Le plan des Premières Nations mise sur une sensibilisation de la population pour pouvoir ensuite faire une plus grande pression sur les gouvernements. Les deux conférenciers ont insisté aussi sur la question de la reconnaissance territoriale qui est essentielle pour enfin assurer une source de revenus autonome aux peuples autochtones.



Facebook

Twitter

Site web